



# CAMP DE RÉFUGIÉ-E-S DE ZINTAN

---

**Observatoire des Camps de Réfugié-e-s**  
**Pôle Étude et Recensement des camps**  
Zone Afrique du Nord et Moyen-Orient

REYNARD Noémie  
Octobre 2020

  
**L'OBSERVATOIRE**  
des camps de réfugiés

PHOTO ©: GOOGLE MAPS



# CAMP DE RÉFUGIÉ-E-S DE ZINTAN

(Centre de détention de l'immigration libyen)

Localisation du centre

## CONTEXTE D'INSTALLATION DU CENTRE

Contexte de création du centre

Population accueillie

## RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

La législation locale

Sous partie (si existante)

## LA GESTION DU CENTRE

Les gestionnaires du camp

Les services assurés dans le camp

## ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

Les manquements aux services devant être assurés

Les mouvements de contestation internes au centre

La situation des personnes vulnérables

Les violations des droits humains

Situation sécuritaire et maladies

## L'ÉVACUATION DU CENTRE

## SOURCES ET RÉFÉRENCES

# Localisation du camp de ZINTAN



LE CAMP OU CENTRE DE  
DÉTENTION DE ZINTAN SE  
SITUE :

- entre les villes de Zintan et Yefren, à 160 km au sud-ouest de Tripoli, dans la région montagneuse de Djebel Nafusa, dans le territoire de Dahar al-Shabal (district Al-Jabal al-Gharbi)[1].
- 31.981477 / 12.214772



SOURCE : GOOGLE MAPS

# CONTEXTE D'INSTALLATION DU CENTRE

## CONTEXTE DE CRÉATION DU CENTRE

La Libye n'a plus eu de gouvernement stable depuis 2011. À la suite des **Printemps Arabes** et de la guerre civile de 2011 qui a fait tomber le dictateur militaire Mouammar Kadhafi ; et de la **seconde guerre civile** qui a éclaté en 2014, la Libye est aujourd'hui **fragmentée** entre deux entités en compétition pour la légitimité politique, la gouvernance et le contrôle territorial du pays.

Le gouvernement d'accord national (GNA) reconnu par l'ONU, qui contrôle la capitale et la majeure partie de l'ouest de la Libye, et le gouvernement intérimaire soutenu par l'Armée nationale libyenne (ANL), avec le **Général Khalifa Haftar** à sa tête, qui contrôle la majeure partie de l'est de la Libye[2].

Chaque entité est soutenue par des milices et des groupes armés, opérant avec des degrés d'indépendance variables et souvent avec leurs propres structures de commandement et exerçant un contrôle effectif sur le terrain.

De plus, plusieurs acteurs internationaux ont fourni un soutien **diplomatique** mais aussi **militaire** aux deux camps, violant l'embargo sur les armes imposé par l'ONU sur la Libye depuis février 2011.

En juin 2020, le GNA et les milices affiliées ont pris le contrôle de la majeure partie de l'ouest de la Libye, après environ 14 mois de combats à Tripoli et dans les environs déclenchés par l'offensive militaire de l'ANL sur la capitale en avril 2019.

Même si les deux parties ont déclaré un cessez-le-feu en août 2020, les combats se sont poursuivis.

Le vendredi 23 octobre, un cessez-le-feu national et permanent avec « effet immédiat » a été signé par les deux parties au conflit. Des élections présidentielles devraient être organisées fin décembre 2021.

L'intensification des hostilités armées en 2019 ont aggravé la **crise humanitaire** et les **violations des droits humains**. L'effondrement du pouvoir judiciaire et d'autres institutions étatiques a facilité la commission de crimes de droit international et d'autres violations et abus graves des droits de l'Homme par les acteurs étatiques et non étatiques[3].

Des trafiquants d'êtres humains et des milices armées interceptent les migrant-e-s en route pour Tripoli pour les vendre comme **esclaves** et les retenir dans des camps. Ces personnes migrantes viennent majoritairement de pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest et traversent la Libye pour rejoindre l'Italie par la Méditerranée.

Avant 2011, le centre de Zintan était un **centre de formation**[4]. Le centre est composé de plusieurs entrepôts, et aurait été utilisé officieusement, au début de son activité comme centre de détention, par un groupe d'agents de sécurité locaux. Le village juste à côté, al-Uweyna, a été déserté pendant la révolution de 2011 et a favorisé les activités des passeurs. Lors de la création du GNA

à Tripoli en 2016, le centre a été soumis à l'autorité de la DCIM « Directorate for Combatting Illegal Migration », l'autorité officielle qui combat l'immigration illégale dans le pays ; et a été reconnu officiellement par le Ministère de l'Intérieur libyen[5]. Même si la DCIM est officiellement en charge, ce sont les **milices armées** du pays qui dirigent le centre[6].

Compte tenu du pouvoir et de l'influence des groupes armés en Libye aujourd'hui, il est impossible pour les centres de détention, même officiels, de fonctionner efficacement sans le soutien ou **l'adhésion** des groupes armés. Parfois, la DCIM officialise des centres non officiels ou décide de travailler avec des groupes armés pour accroître son contrôle.

Son emplacement sur une des routes de migration vers Tripoli a été la raison de son établissement. Le centre a été officialisé car la ville de Zintan est l'une des principales villes des montagnes de Nafusa, du District al-Jabal al-Gharbi.

La ville est, depuis 2011, sur **les lignes de front**, notamment parce qu'elle a eu un rôle important en soutien à l'ANL, et elle possède une puissance militaire importante et des intérêts dans le gouvernement GNA de Tripoli, notamment par la présence dans les **institutions étatiques** de natifs de Zintan[7]. Si le centre est toujours en activité, cela est dû principalement à son emplacement, et aux raisons citées précédemment. De plus, les autorités locales ont transformé l'aéroport de Zintan en aéroport international et la présence d'un centre à Zintan leur a permis de justifier la décision au regard de la nécessité de rapatrier les migrant-e-s[8]. Le premier vol a eu lieu avec l'OIM le 5 juin 2018, qui a organisé le premier retour **volontaire** vers l'Éthiopie, dont certain-e-s avaient été transféré-e-s à Zintan avant le départ[9]. La ville est aussi appréciée pour son emplacement éloigné :

“Zintan, la ville la plus proche [du centre], est loin de la violence entre les milices, mais aussi des yeux des agences internationales[10].”

## LA POPULATION ACCUEILLIE

Le nombre de personnes était de plus de **900 migrant-e-s**, dont 700 dans un hangar surpeuplé, selon Médecins Sans Frontières, lors de leur première visite au centre en mai 2019.

La nationalité majoritairement représentée étant **Erythréenne**, et presque tou-te-s enregistré-e-s comme demandeur-se-s d'asile à partir de 2017 par l'UNHCR[11]. Plus de **100 enfants** étaient des mineur-e-s non accompagné-e-s en juillet 2019[12].

Un rapport, soutenu financièrement par l'Union Européenne « EU emergency Trust Fund for Africa », et ayant fait son étude fin 2018, comptait :



814  
érythréen-ne-s



126  
somalien-ne-s



72  
éthiopien-ne-s



8  
nigérien-ne-s



2  
tchadien-ne-s



6  
gambien-ne-s



4  
soudanais-es



4  
bangladais-es



4  
malien-ne-s



et d'autres migrant-e-s venant du Ghana, de la Guinée, du Nigeria, du Pakistan et de la Côte d'Ivoire[13].

La majorité est retenue dans le centre depuis **plus de trois ans**, bloquée après le transfert de centaines de migrants en septembre 2018 à cause des **affrontements armés** qui avaient lieu dans la capitale de Tripoli, et à la suite d'interception en mer d'où les migrant-e-s sont ramené-e-s chaque année. Ces personnes y ont été **oubliées** et **abandonnées** depuis[14].

Malgré les nouvelles arrivées, le nombre de migrant-e-s présent-e-s dans le centre s'est réduit fin 2020.

En effet, cela a été dû premièrement aux retours par avion organisés en juin 2019 par l'Organisation Internationale pour les Migrations au Nigeria et en Érythrée[15] ; deuxièmement aux 25 personnes décédées de **faim** et de **tuberculose**, une cinquantaine d'entre eux-elles étant malades ayant été déplacé-e-s dans d'autres camps[16], notamment à Gharyan début 2019[17], situé à 95km au Nord-Est mais dans la même région, et troisièmement après que plusieurs centaines se soient **échappées** en 2020 – ou aient **disparu**[18].

En mars 2020, l'UNHCR, après un incident survenu dans le centre, a déclaré que les personnes détenues relevaient toutes de la compétence de l'OCHA, le « Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires » qui répond aux urgences humanitaires **complexes**[19]. La dynamique démographique du centre était composée majoritairement d'hommes et de garçons mineurs. Lors de leur arrivée en 2017, la plupart d'entre eux avait entre **13 et 15 ans**. Amnesty International relevait dans une étude de sept camps de réfugiés de l'ouest de la Libye de juin et septembre 2019[20], dont le centre de Zintan, que

“Les hommes et les garçons représentaient respectivement 85% et 12% du nombre total de détenus [la plupart des garçons étaient détenus au centre DCIM de Dhafer el-Jabl à Zintan, avec les adultes, en violation des normes internationales][21].”

Parmi les détenu-e-s, étaient présent-e-s quatorze femmes et trois enfants en bas âge en mai 2019[22]. L'un d'entre eux-elles est décédé à 8 ans aux suites de **la tuberculose**[23].

L'histoire des hommes érythréens retenus à Daher Al-Jabal sont similaires pour la majorité ; avant de basculer dans le système de détention libyen, ils ont fui la **dictature** de leur pays où le service militaire était obligatoire :

“En 2017, Gebray, un homme érythréen de trente ans, a laissé sa femme et son fils dans un camp de réfugié en Éthiopie et a payé 1600 dollars à des trafiquants pour traverser le désert soudanais avec une dizaine d'autres personnes. Mais les trafiquants les ont vendus à d'autres trafiquants libyens qui les ont retenus prisonniers et les ont torturés avec des secousses électriques jusqu'à ce qu'ils téléphonent à leur famille pour demander de payer une rançon.

Après 10 mois de prison, sa famille a transféré 10.000 dollars pour sa liberté. Sa mère et sa sœur ont dû vendre leurs bijoux ; et il a maintenant une dette envers elles.

Les migrant-e-s érythréen-ne-s sont pris de mire parce que les trafiquants libyens pensent qu'ils-elles peuvent obtenir un soutien économique des diasporas en Europe et en Amérique du Nord.

Ayant survécu à la torture, comme beaucoup d'autres, Gebray a payé de nouveau pour traverser la mer Méditerranée mais il a été intercepté par la Garde Costière Libyenne et amené dans le centre de détention de Daher Al-Jabal[24].”

# LE RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

## LA LÉGISLATION LOCALE



Sur le plan juridique, le centre est reconnu administrativement et placé sous la direction libyenne de lutte contre la **migration illégale** (la DCIM, comme citée précédemment, qui est un département du ministère de l'Intérieur libyen) depuis 2016, même si ce sont les milices armées qui le contrôlent dans les faits.

Du point de vue de la loi libyenne, les personnes détenues dans le centre sont des migrant-e-s **illégaux-ales**, et peuvent donc être maintenu-e-s indéfiniment[25]. Le droit international protège le droit de demander l'asile dans un pays sûr, mais cette procédure n'existe pas et n'est pas reconnue en Libye, le pays n'étant ni signataire de la **Convention de Genève de 1951**, ni reconnaissant le mandat du UNHCR. De plus, le pays est considéré comme un « **État défaillant** », les institutions étatiques ne parvenant pas à assurer les missions essentielles et régaliennes, notamment le respect de l'État de droit.

La Libye est dirigée par un gouvernement « faible » et plusieurs milices, dont l'État islamique[26]. Bien que son mandat ne soit officiellement par reconnu par la Libye, c'est l'UNHCR qui se charge d'enregistrer les demandes d'asile dans les camps.

Quant aux solutions envisagées en matière d'accueil, l'Union Européenne et l'Italie ont conclu des accords avec le gouvernement et les garde-côtes libyens. L'accord Italie-Libye, soutenu par l'Union Européenne, mis en place la première fois en 2017, a été renouvelé en février 2020 pour une durée de trois ans, et garantit une aide financière à

la Libye pour la formation des garde-côtes libyens aux opérations de « sauvetage en mer », pour éloigner les réfugié-e-s et les migrant-e-s des **territoires européens**[27].

Cet accord vise à freiner les arrivées de migrant-e-s en Europe par la route dite de la Méditerranée centrale, de la Libye à l'Italie, en les interceptant en mer et en les ramenant en Libye, où ils-elles seront de nouveaux placé-e-s dans des camps.

Cet accord va à l'encontre du droit international, puisqu'il dénie le **droit à la recherche d'un asile sûr**, et qu'il permet le renvoi des migrant-e-s et des demandeur-se-s d'asile dans un pays où les droits de l'Homme sont bafoués. Il n'y a donc pas pour le moment de solution autre que les « retours volontaires » vers les pays de départ des migrant-e-s mise en place par l'OIM.

Le centre de Zintan est fermé depuis le 17 janvier 2021, à la suite de son **évacuation complète**[28].

Avant son arrêt d'activité en tant que centre d'immigration, l'accès au centre se faisait seulement lorsque les migrant-e-s étaient amené-e-s par les **milices**. Le camp était trop éloigné pour que les migrant-e-s y arrivent par eux/elles-mêmes. Une fois à l'intérieur, le centre était comme une **prison**, il était impossible de rentrer ou de sortir à sa guise.

Même à l'intérieur du centre, les déplacements étaient très **limités**. Les seules sorties possibles étaient lorsque les migrant-e-s étaient transféré-e-s vers d'autres camps ou vers l'hôpital – ou qu'ils-elles réussissaient à **s'enfuir**[29].

Il y avait souvent des transferts entre Daher Al-Jabal et d'autres camps du pays, comme en témoigne l'arrivée de plusieurs centaines de migrant-e-s originaires de Tripoli pendant les conflits. De plus, de nombreux migrant-e-s y ont été amené-e-s, notamment des **mineurs**, durant toutes ces années, après avoir été intercepté-e-s alors qu'ils-elles essayaient de **traverser la Méditerranée**[30].



**La réalité est que les personnes qui entraient dans le centre de Zintan étaient prises au piège.**

**Plusieurs centaines d'entre elles y ont vécu pendant plus de 3 ans sans jamais pouvoir en sortir, de 2017 à 2020 – début 2021.**



## LA GESTION DU CAMP

### LES GESTIONNAIRES DU CAMP



- **L'État libyen et les milices armées**

Le gestionnaire et administrateur du centre est donc **officiellement l'État** à travers la DCIM, **officieusement les milices et les groupes armés**.

Il y avait un directeur et **six personnes responsables du centre**, mais certain-e-s migrant-e-s étaient amené-e-s à être manager de leur propre communauté car livré-e-s à eux/elles-mêmes. Par exemple, ils-elles organisaient eux/elles-mêmes la visite **des aides humanitaires**[31].



- **Haut Commissariat des Nations Unies pour des réfugiés et Médecins sans Frontières**

La présence du **HCR** est autorisée depuis 2017 pour l'enregistrement des **demandes d'asile** et pour apporter **une aide humanitaire**, et celle de **MSF** depuis 2019 pour apporter une **aide médicale**.







## SERVICES ASSURÉS DANS LE CAMP

L'UNHCR intervenait au sein du centre en coordination avec l'IMC[32]. Le HCR devait fournir une **assistance**, notamment des **soins médicaux** et des **services de protection**, mais l'accès au centre a été très réduit. L'organisation de l'ONU s'est déplacée peu de fois[33], étant basé à Tripoli, mais en trois ans a pu enregistrer la majorité des migrant-e-s présents à Zintan.

Par exemple, en février 2019, ils ont enregistré 170 personnes en une semaine[34]. Près de la totalité des migrant-e-s présent-e-s dans le centre a donc bénéficié du statut de **protection internationale** après un entretien individuel auprès du HCR.

L'OIM chargé des « retours volontaires », a mis en place plusieurs transferts depuis le centre de Zintan[35]. Un des plus important a eu lieu début juin 2019, quand **96 personnes de Somalie, d'Erythrée et d'Éthiopie, dont deux nouveaux**, ont été transférées de Zintan, vers la structure du HCR « Gathering and Departure Facility » de Tripoli pour être évacuées[36].

MSF apportait une aide **psychologique**[37], et était chargé de la distribution d'aides de première nécessité telles que des **suppléments nutritionnels et des kits d'hygiène**, notamment des soins contre la **tuberculose**. Leur action a contribué au transfert d'urgence de 16 cas parmi les plus graves détectés à l'hôpital entre le 25 mai et le 19 juin 2019[38].

La DCIM a ainsi autorisé l'accès au centre pour apporter une réponse médicale et humanitaire.

Les équipes MSF ont aussi aidé à pallier le besoin d'eau[39], et ont réparé le système électrique en 2020[40].

L'accès à la nourriture était géré par les autorités libyennes, la société de restauration fournissant les repas au centre ayant été engagée directement par le **ministère de l'Intérieur**[41].

Les services comme **l'éducation, l'intégration socio-économique, l'énergie** et **l'environnement** n'étaient pas assurés au sein du centre.


Le centre ne répondait à **aucunes normes** mises en place par le HCR, et était victime d'une grande **négligence**.



**Daher Al-Jabal était connu en Libye pour être un des camps avec les conditions de vie les plus difficiles, une prison où les migrant-e-s étaient abandonné-e-s à eux/elles-mêmes.**

# ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

## LES MANQUEMENTS AUX SERVICES DEVANT ÊTRE ASSURÉS



Comme vu précédemment, c'est l'État qui était donc chargé de **l'approvisionnement** en rations alimentaires au sein du centre. L'UNHCR n'était pas autorisé à intervenir en dehors des missions d'enregistrement des demandes d'asile[42].

Le problème est que l'entreprise libyenne n'utilisait pas tout l'argent alloué pour la nourriture ; le budget était de **20 dinars (environ 3€70) par migrant-e par jour** et l'entreprise dépensait environ **6 à 10 dinars**. La différence était utilisée pour les frais tels que le paiement de pots-de-vin pour emprunter certaines routes pendant la livraison, et le reste était retenu comme profit[43].

En conséquence, les migrant-e-s mangeaient très **peu et très mal**, chaque jour la même chose, environ une portion de 200 grammes de pâtes simples.

“*Quelque 432 Érythréen-ne-s détenus dans le centre, dont 132 enfants, ne recevaient que la moitié de cette portion*[44].”

Ces conditions ont mené à des pertes de poids sévères et à la prolifération de cas de **malnutrition**.

Un jeune homme du centre est décédé des suites de la malnutrition en 2020.

L'eau était aussi rationnée et les personnes étaient assoiffées, n'ayant que peu d'eau à se partager[45].

En février 2019, les migrant-e-s du centre racontaient que l'eau courante n'était disponible que pendant trois heures par jour, et par conséquent le coin des sanitaires ne pouvait être nettoyé qu'à ce moment-là[46].



**Le hangar avait quatre toilettes cassées, aucune douche et très peu d'accès à l'eau, qui n'était pas potable[47]. Les hommes faisaient la queue pour uriner dans des seaux au fond du hangar[48].**

Il n'y avait aucune gestion des déchets dans le centre. Pendant longtemps, le plus grand hangar était utilisé par plus de **700 personnes** qui y vivaient entassées, sans ventilation et sans jamais pouvoir en sortir. À l'intérieur s'était accumulé des montagnes de déchets, avec des vers et d'autres insectes, d'où émanait une odeur difficile à supporter[49]. En raison de ces conditions d'hygiène, les personnes tombaient souvent **malades**, en plus des cas de **tuberculose**. Au niveau de l'installation à l'intérieur, des matelas étaient directement posés sur le sol, avec quelques couvertures que l'UNHCR avaient fournies[50]. Malheureusement, l'UNHCR passant par les gardes pour donner le matériels, des pratiques de  **vols**  et de **détournement** de matériel pour utilisation à des fins personnelles ont été commises[51].

En juin 2019, par suite des conditions désastreuses liées à **l'enfermement**, la surpopulation et la propagation de **maladies**, les personnes ont pu se déplacer dans deux hangars plus petits avec plusieurs cellules, mais toujours **surchargés**[52], avec parfois vingt-quatre personnes dans une cellule de deux mètres sur trois[53].

Un groupe a été autorisé à s'installer en dehors du centre à temps plein[54]. Mais la vie à l'extérieur était aussi **compliquée** avec seulement quelques matelas et couvertures en guise de kit de survie. Les migrant-e-s avaient en effet très peu de matériels et s'en sont servi-e-s pour se protéger du soleil, du vent et de la pluie en construisant des tentes contre les murs du centre, à même le sol. La position du centre dans les montagnes de Nafusa était de surcroît propice à un climat particulièrement **froid et rude durant l'hiver**.

Plusieurs **manquements** ont été reprochés à l'UNHCR, de la part des migrant-e-s mais aussi des autres ONG présentes.

L'une des critiques est d'avoir procédé à très peu d'enregistrements des demandes d'asile au début de leur présence au centre.

Les premiers enregistrements ont eu lieu en 2017, lorsque l'UNHCR a eu accès au centre, mais les autres seulement en 2019, ce qui a permis l'évacuation de plusieurs migrant-e-s seulement à ce moment-là, à la suite d'actions de **plaidoyers** des ONG et des **cabinets d'avocats de défense des droits humains**[55]. Même après cette seconde vague d'enregistrement, les accusations de lenteur contre l'UNHCR en ce qui concerne les évacuations, les réinstallations et les rapatriements se font toujours entendre. Par exemple, fin 2019, en trois mois sur les 23 personnes enregistrées comme demandeur-se-s d'asile à Daher Al-Jabal, **seulement 11 ont été évacuées**[56].

Les dirigeant-e-s de l'ONU, à travers les représentant-e-s de l'UNHCR et de l'OIM en Libye, possèdent une marge de manœuvre assez **faible** en Libye, car il est très difficile d'entrer en contact avec la DCIM, régie par le ministère de l'Intérieur, et d'entamer des négociations visant à améliorer la situation des migrant-e-s et le respect de leurs droits fondamentaux[57].

Ce contexte politique délicat freine la capacité du HCR à apporter des **soins médicaux** et à protéger les migrant-e-s. La situation reste toujours compliquée, aussi bien à Zintan avant sa fermeture, que dans le suivi des migrant-e-s qui se trouvent maintenant à Tripoli[58].

Les équipes de MSF étaient aussi **limitées** en tant que médecins, les migrant-e-s restant dans la même situation sanitaire **défavorable** de manière **prolongée**[59].



**L'UNHCR s'est toujours défendu des accusations des migrant-e-s et des avocat-e-s « d'avoir fermé les yeux » et « d'être trop lent » en affirmant que les autorités libyennes leur bloquaient l'accès à certaines parties du centre, que Daher Al-Jabal était particulièrement difficile à rejoindre, et que la route était dangereuse à cause de la présence des milices armées[60].**

## LES MOUVEMENTS DE CONTESTATION INTERNES AU CENTRE

Plusieurs **révoltes** ont eu lieu à l'intérieur du centre de Zintan contre les politiques de l'Union Européenne et l'UNHCR.

Sur les matelas, les migrant-e-s écrivaient grâce à du concentré de tomates et du piment ces phrases en anglais et en arabe :

“*Nous sommes victimes de l'UNHCR en Libye* » ; « *Nous mourrons de faim* » ; « *Nous avons besoin d'avoir des funérailles pour les réfugié-e-s érythréen-ne-s mis dans des réfrigérateurs à Zintan Al-Jabal* » ; « *Nous avons besoin d'aide* » ; « *Nous condamnons les politiques de l'UE contre les réfugié-e-s innocent-e-s détenu-e-s en Libye* »[61].”

Avec leurs téléphones portables ils-elles ont réussi à poster les photos sur leurs réseaux sociaux sur

lesquelles ils-elles posent avec les bras en signe de croix pour montrer qu'ils-elles sont en **prison**[62].

Les migrant-e-s et les demandeur-se-s d'asile réclamaient la **protection** de réfugié qui devrait leur être reconnue, et mettaient en avant les abus dont ils souffraient[63].

Ils-elles accusaient l'UNHCR de les avoir **abandonné-e-s** et de leur donner de faux espoirs[64], après que plusieurs d'entre eux-elles, après avoir été enregistré-e-s pour leurs demandes d'asiles, soient resté-e-s des mois, et même des années **sans réponses**[65].

## LA SITUATION DES PERSONNES VULNÉRABLES

Même si les conditions sont **terribles**, Daher Al-Jabal avait une meilleure réputation que certains autres camps libyens notamment en ce qui concerne les **agressions** contre les femmes.

Il ne semblait pas y avoir de **viols** systématiques, mais il existait néanmoins des cas isolés de harcèlement et d'agressions sexuelles[66].

Les mineur-e-s quant à eux-elles, ne voyaient pas leurs **droits spécifiques** reconnus. Ils-elles étaient traité-e-s comme les adultes du centre et ne faisaient pas l'objet d'un suivi particulier malgré leur nombre. Le contexte ne leur était donc pas favorable pour contester les abus qu'ils subissaient.

## LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS



Zintan était considéré comme l'un des centres les plus **inhumains** en Libye, car aucun droit n'était respecté. Les autorités obligeaient des centaines de migrant-e-s à s'entasser dans des conditions de vie **désastreuses** qui ont entraîné la mort de vingt-cinq d'entre eux-elles ; vingt-trois à cause de la tuberculose et du manque d'hygiène, une personne à cause du manque de nourriture et la dernière dans un incendie[67].

La situation sanitaire et les conditions de vie matérielles étaient désastreuses, les migrant-e-s ne recevant **aucun habit chaud** pour se protéger des températures qui peuvent être particulièrement froides dans les montagnes[68]. De plus les hangars n'étaient dotés ni de **chauffage**, ni **d'eau courante** ou **d'électricité**[69].

C'était un des rares camps où la **torture** n'était pas utilisée systématiquement, mais les migrant-e-s du centre pouvaient être battu-e-s de manière aléatoire, et être enfermé-e-s dans des cellules sans avoir à manger ni à boire pendant plusieurs jours.

La torture et les **punitions corporelles** étaient principalement utilisées comme châtiment pour ceux et celles qui avaient été intercepté-e-s en mer et amené-e-s au centre. Mais ces punitions étaient aussi utilisées contre celles et ceux qui n'avaient plus d'argent lorsque les agents de sécurité les dérobaient en Libye, dans les camps de réfugié-e-s officiels ou non, les migrant-e-s demandent beaucoup d'argent à leur famille pour ne pas être **exécuté-e-s** ou **torturé-e-s**[70].

De plus, la détention prolongée et l'incertitude quant aux perspectives de sortie du centre de Zintan constituent des **manquements graves aux droits humains**. Les migrant-e-s du centre souffraient d'une grande **dépression psychologique** et **mentale** après avoir été kidnappé-e-s et enfermé-e-s ainsi[71].

Plusieurs fois, hommes, femmes et enfants, sont resté-e-s plusieurs jours sans manger ni boire[72], notamment lorsque les milices armées qui contrôlaient le centre étaient engagées dans les combats[73].

Nombres d'entre eux-elles ont essayé de se **suicider** après avoir passé plusieurs mois enfermé-e-s sans jamais voir le soleil. Ils-elles ont construit eux/elles-mêmes une église avec du papier où d'autres éléments qu'ils ont pu trouver au fond du hangar[74], puisqu'ils-elles n'avaient pas la possibilité d'exercer leur religion. Ils n'ont jamais pu non plus enterrer les personnes décédées du fait qu'il n'existe pas de cimetière pour les chrétiens à Zintan, et que donc **les corps étaient entassés** dans des chambres climatisées ou dans des réfrigérateurs[75].



**Le droit à la vie, à la liberté, à la religion, au travail, à l'éducation, le droit de ne pas être soumis à la torture, etc., sont des droits inaliénables qui, dans le centre de Daher Al-Jabal, n'existent pas.**



## SITUATION SÉCURITAIRE ET MALADIES

### La tuberculose

Les maladies étaient **omniprésentes** dans le centre, notamment la tuberculose[76] et autres infections thoraciques.

Le nombre exact de personnes contaminées n'a pas pu être identifié exactement, certaines sources parlent de **80% des migrant-e-s** du centre. La grande majorité des personnes était donc atteinte de ces maladies, et 23 d'entre eux-elles en sont décédé-e-s, âgé-e-s en moyenne d'une vingtaine d'années, dont un enfant et une jeune femme[77].

Une partie de ceux-celles atteint-e-s de tuberculose vivaient avec le reste des migrant-e-s, entassé-e-s dans un coin du hangar, et l'autre partie était **isolée** dans d'autres espaces plus petits.

Par exemple, plus de 60 personnes atteintes ont été **enfermées** dans un hangar séparé. 90 érythréen-ne-s ont été isolés après avoir eu de la toux pendant plusieurs mois, étant en majorité suspecté-e-s – où se sont eux/elles-mêmes auto-diagnostiqué-e-s malade de la tuberculose, mais sans pour autant recevoir de **traitement adéquat**.

Trente autres personnes ont été transférées au centre de détention de Gharyan, pour y mourir, en raison de l'impossibilité de la gestion des cadavres chrétiens à Zintan. Ils-elles pensaient être transféré-e-s dans un hôpital, mais se sont retrouvé-e-s enfermé-e-s dans un autre centre, où 8 d'entre eux-elles sont morts[78].

La tuberculose en elle-même n'est pas une maladie mortelle, mais elle le devient lorsqu'elle touche les personnes qui se trouvent dans de **mauvaises conditions sanitaires** et qui n'ont pas **accès aux soins**[79].

Elle s'est **propagée** très vite dans les camps **surchargés**, comme à Zintan, où les malades et les autres personnes vivent en très grande promiscuité, et où les cadavres sont amassés dans d'autres locaux du centre ou dans des réfrigérateurs[80], ou dans la même pièce que d'autres migrant-e-s encore vivant-e-s[81].

De plus, le centre de Zintan ne disposant pas d'accès à l'eau courante ni aux **services d'hygiène**, le froid et les autres conditions auxquelles sont soumises les personnes du centre, les rendent encore **plus vulnérables**.



**En mai 2019, un document interne du HCR identifiait que 744 des 754 personnes retenues à Zintan étaient des personnes vulnérables, dues à leur minorité, leur genre, les abus physiques et psychologiques commis et les maladies auxquelles elles étaient confrontées[82].**



### La Covid-19

L'épidémie de Covid-19 a rendu encore plus **compliquée** la gestion de la tuberculose.

L'UNHCR n'a pas eu accès au centre de février à octobre 2020 pour des raisons de **sécurité**[83].

Un de ses partenaires, l'International Rescue Committee[84], a distribué des **kits d'hygiène** (masques) à 489 personnes du centre le 13 mai 2020 ; et le 14 octobre 2020[85], l'UNHCR grâce à ses équipes sur place, a distribué 80 nouveaux kits et des vêtements d'hygiène pour les personnes détectées **positives** à la maladie[86].

Malgré cette aide, les mesures prises pour lutter contre le virus sont **insuffisantes** notamment avec les arrivées et transferts de nouveaux migrant-e-s dans le centre rendant difficile la détection des cas d'infection.

En effet, en mai 2020, les migrant-e-s du centre étaient 442, mais **200 nouvelles personnes** sont arrivées après avoir été « secourues » en mer.



**Les gestes barrières ont été dictés par l'UNHCR, mais sans eau, savon et possibilité de distancement social, puisque certains dorment à vingt-quatre personnes dans des cellules de deux mètres sur trois, toute possibilité de protection était impossible**[87].

De plus, les vols retours depuis la Libye avaient été suspendus de mars à octobre 2020 pour des raisons de **sécurité sanitaire**[88].



### Les incendies[89]

Plusieurs incendies se sont déclarés à Daher Al-Jabal, un premier en décembre 2019 qui n'a pas fait de blessé-e-s, et un autre pendant la nuit du 29 février 2020, qui a détruit une cellule où étaient entassées **50 personnes** et en a endommagé une deuxième.

Un homme érythréen de 26 ans est décédé dans les flammes alors qu'il dormait.

Les survivant-e-s **désespéré-e-s** et **choqué-e-s** après l'incident, ont bénéficié **d'une aide psychologique** de la part de MSF, et de la **distribution de biens de première nécessité** après avoir perdu le peu d'effets personnels qu'ils-elles possédaient durant l'incendie.



### Les attaques armées

La Libye connaissant une période de **conflits internes** importante, plusieurs fois des hommes armés se sont introduits dans le centre, ont tiré des coups de feu, et ont affolé les migrant-e-s présent-e-s.

L'OIM a confirmé un **incident** de ce type en juillet 2020, lorsqu'un groupe armé avait tiré sur les gardes du centre de détention pour essayer de s'y introduire, dans le but, selon les migrant-e-s, de les kidnapper et de les exploiter. Personne n'avait alors été blessé, mais **la peur** et **le mal-être** s'était encore accentués[90].



## L'ÉVACUATION DU CENTRE[91]

Le 17 janvier 2021, le centre de Daher Al-Jabal a été complètement évacué. Il restait encore 121 migrant-e-s, qui ont été transporté-e-s à Tripoli grâce à l'aide du HCR à bord de bus, escorté-e-s par la DCIM[92]. Ils-elles étaient encore dans le centre car trop pauvres, **trop faibles** pour s'enfuir et **sans aide** pour rejoindre Tripoli.

Dans les mois précédents, 210 d'entre eux-elles s'étaient échappé-e-s, mais 10 avaient été rattrapé-e-s et enfermée-e-s trois nuits et trois jours dans des cellules **sans manger** avant d'être remis-e-s avec les autres. Les autres ont réussi à aller jusqu'à Tripoli à pied et ont sollicité l'UNHCR.

Une fois à Tripoli, il a été difficile de suivre ce qu'il s'est passé, mais 10 d'entre eux-elles ont pris l'avion pour le Rwanda le 29 décembre 2020. Il n'y a pour l'instant pas d'information quant à l'organisation de prochains **retours volontaires**.

L'évacuation du centre intervient après l'arrivée en octobre 2019 de soldats qui se sont installés dans le centre, car celui-ci est assez grand pour leurs activités. Le pouvoir à l'intérieur du centre a changé (avant l'ANL, maintenant le GNA). Ils ont voulu prendre possession du centre pour leurs usages militaires et ont communiqué aux migrant-e-s le fait qu'ils-elles allaient être évacué-e-s et libéré-e-s.

L'UNHCR a proposé de payer une escorte de police, mais le centre a refusé, ils ont donc mis deux mois de plus pour les libérer et les escorter jusqu'à Tripoli par groupe, le premier de 42 personnes, puis 40 et 40. Après l'arrivée des dernière-s migrant-e-s retenu-e-s à Zintan à Tripoli, subsiste le fait qu'ils-elles sont maintenant plus de 350 personnes **très vulnérables** et

**traumatisé-e-s** par leur séjour à Zintan. L'UNHCR a donné une aide aux personnes libérées avec des colis alimentaires, des kits d'hygiène et un examen médical.

Une centaine d'entre eux-elles a reçu **une aide financière** (environ 100 euros) pour les aider à couvrir leurs besoins en matière de loyer et de nourriture[93]. Mais ces aides et soutiens ne sont pas suffisants car les conditions de vie sur place demeurent très **difficiles**, les migrant-e-s étant livré-e-s à eux/elles-mêmes, dormant la plupart du temps dans la rue, dans **une insécurité permanente**. Aucune mesure n'a été prise pour venir en soutien à ces populations évacuées et leur permettre d'accéder à un hébergement, même temporaire.

De plus, certaines milices libyennes volent l'argent des migrant-e-s qui se retrouvent de ce fait dans les rues chaque jour et chaque nuit, les abris coûtant trop chers. Cette situation précaire alimente un cercle vicieux puisque les migrant-e-s peuvent ainsi devenir des proies faciles pour des auteur-e-s de **traite ou trafic d'être humain**.

En l'absence de travail, il est également très difficile pour ces personnes sans-abri de survivre en dehors des centres de détention.

La fermeture d'un centre tel que celui de Zintan est positive au premier abord puisqu'il s'agit d'une prison sans respect des droits humains qui ferme ses portes.

Cependant, cet événement soulève de nombreux problèmes puisqu'**aucune solution à long terme** ne semble se profiler à ce jour. Les migrant-e-s, même s'ils ont finalement pu rejoindre Tripoli et donc avoir accès à une certaine forme de liberté,





Comme en témoigne l'actualité, nombre d'entre eux-elles essayent de traverser la Méditerranée mais sont rattrapé-e-s, ou encore **décèdent en mer**.

La diminution des ONG de secours en mer, criminalisées par les pays de l'Union Européenne, et ayant moins de fonds après la crise de la Covid-19, et le refus des ports maritimes d'accueillir les migrant-e-s arrivant par bateaux n'arrangent pas cette situation.

En perspective, c'est tout le système qui doit changer. Ce qui pousse les migrant-e-s à faire ce voyage, même en connaissance des risques encourus pour leur vie, c'est la possibilité d'un **futur meilleur** qui semble toujours plus repoussé par l'Europe par peur, et souvent par manque **d'altruisme**. Même si un changement global de la situation libyenne semble difficile et de longue haleine, des évolutions d'ordre juridique, politique, mais aussi social et culturel contribueraient à renforcer **le respect des droits des migrants-es en Libye**.

# SOURCES ET RÉFÉRENCES

[1] Arezo Malakooti, « The Political Economy of Migrant Detention in Libya: Understanding the players and the business models » - Global initiative against transnational organized crime, study in October 2018 - Avril 2019, P.83

[2] Amnesty International, « Between life and death » - Refugees and migrants trapped in Libya's cycle of abuse, juin 2020

[3] Ibid

[4] Jérôme Tubiana, chef de projet MSF, chercheur et journaliste, « La vergogna dell'Europa è rinchiusa in Libia », 4 décembre 2019

[5] Ibid

[6] Fabio Giuffrida, « Migranti, 20 morti di fame e sete in un centro di detenzione in Libia, tra spazzatura ed escrementi », Dossier Libia, 1er juillet 2019

[7] Arezo Malakooti, « The Political Economy of Migrant Detention in Libya: Understanding the players and the business models » - Global initiative against transnational organized crime, study in October 2018 - Avril 2019, P.83

[8] Ibid

[9] IOM, « 171 Nigerian Migrants Return Home on First International Flight from Zintan », 12 juin 2018

[10] Jérôme Tubiana, « La vergogna dell'Europa è rinchiusa in Libia », 4 décembre 2019

[11] MSF, « Libya: detained refugees and asylum seekers die from suspected tuberculosis and other diseases », 21 juin 2019

[12] MSF, « Out of sight, out of mind: refugees in Libya's detention centres », 12 juillet 2019

[13] Arezo Malakooti, « The Political Economy of Migrant Detention in Libya: Understanding the players and the business models » - Global initiative against transnational organized crime, October 2018 - Avril 2019, P.84

[14] MSF, « Asylum seeker dies in Libya's detention centre fire », 5 mars 2020 et Jérôme Tubiana, « La vergogna dell'Europa è rinchiusa in Libia », 4 décembre 2019

[15] UNHCR, « UNHCR secures release of 96 detainees from Libya's Zintan detention centre », 4 juin 2019

[16] Le terme « camp » dans cette recherche est utilisé de manière générale pour parler des camps officiellement reconnus (centre de détention) et des camps de réfugié-e-s non officiels libyens.

[17] MSF, « Detained refugees and asylum seekers die from suspected tuberculosis and other diseases », 21 juin 2019

[18] Voir : 5. L'évacuation du camp, page 16.

[19] OCHA, "Libya Situation Report", 17 mars 2020

[20] Amnesty International, « Between life and death » - Refugees and migrants trapped in Libya's cycle of abuse, juin 2020

[21] Ibid, P. 26

[22] La Repubblica, « Libia, nel centro di detenzione di Zintan: "Siamo innocenti, ma condannati a morte" », 25 mai 2019

[23] MSF, « Out of sight, out of mind: refugees in Libya's detention centres », 12 juillet 2019

[24] Dossier Libia, Abusi e violazione sull'altra sponda del Mediterraneo, « Abbandonati nelle prigioni libiche a morire? », 28 février 201

[25] Ibid

[26] Dossier Libia, Abusi e violazione sull'altra sponda del Mediterraneo, « Abbandonati nelle prigioni libiche a morire? », 28 février 2019

[27] Ibid

[28] Le détail de cette fermeture sera vu dans la partie finale de cette recherche.

[29] Jérôme Tubiana, « La vergogna dell'Europa è rinchiusa in Libia », 4 décembre 2019

[30] Fabio Tonacci, « Migranti, nel centro di detenzione a Zintan: "Senza acqua, sapone e mascherine, siamo terrorizzati dal Covid" », La Repubblica, 30 mai 2020

[31] Arezo Malakooti, « The Political Economy of Migrant Detention in Libya: Understanding the players and the business models » - Global initiative against transnational organized crime, study in October 2018 - Avril 2019, P. 83

[32] *Inter-agency mission*. L'International Medical Corps est une organisation mondiale d'aide humanitaire à but non lucratif qui se consacre à sauver des vies et à soulager les souffrances en fournissant des services médicaux d'urgence, ainsi que des programmes de formation et de développement en santé, aux personnes touchées par une catastrophe, une maladie ou un conflit.

[33] UNHCR, Update Libya, 2 août 2019

[34] UNHCR, Update Libya, 15 février 2019

[35] UNHCR, « UNHCR's life-saving flights from Libya resume after seven-month suspension », 16 octobre 2020 et MSF, « Libya: Man's death in detention center fire underscores urgency of evacuating refugees », 2 mars 2020

[36] UNHCR, « UNHCR secures release of 96 detainees from Libya's Zintan detention centre », 4 juin 2019

[37] MSF, « Libya: Man's death in detention center fire underscores urgency of evacuating refugees », 2 mars 2020

[38] MSF, « Libya: detained refugees and asylum seekers die from suspected tuberculosis and other diseases », 21 juin 2019

[39] Ibid.

[40] Paolo Lambruschi, « Libia. Chi sono gli schiavisti: torturano e uccidono migranti nei centri di detenzione », Avvenire, 8 janvier 2020

[41] Charlotte Boitiaux, « In Libya's Zintan center, migrants starve to death », InfoMigrants, 22 mars 2019

[42] Ibid.

[43] Arezo Malakooti, « The Political Economy of Migrant Detention in Libya: Understanding the players and the business models » - Global initiative against transnational organized crime, study in October 2018 - Avril 2019, P. 83

[44] UNHCR, « Press briefing note on Libya », 7 juin 2019

[45] UNHCR, « Update Libya », 26 juillet 2019

[46] Dossier Libia, « Abbandonati nelle prigioni libiche a morire? », Février 2019

[47] MSF, « Detained refugees and asylum seekers die from suspected tuberculosis and other diseases », 21 juin 2019

[48] Jérôme Tubiana, « La vergogna dell'Europa è rinchiusa in Libia », 4 décembre 2019

[49] Ibid.

[50] Ibid

[51] Dossier Libia, « Abbandonati nelle prigioni libiche a morire? », Février 2019

[52] Il Fatto Quotidiano, « Libia, Associated Press: "Migranti morti in hangar pieni di vermi e spazzatura". Onu: "Non possiamo accedere a parte centro" », 30 juin 2019

[53] Fabio Tonacci, « Migranti, nel centro di detenzione a Zintan: "Senza acqua, sapone e mascherine, siamo terrorizzati dal Covid" », La Repubblica, 30 mai 2020

[54] The Irish Times, « Deaths pile up in Libyan detention centre, leaked UN report shows », 25 juin 2019

[56] MSF, « *Trading in suffering: detention, exploitation and abuse in Libya* », 23 décembre 2019

[57] Paolo Lambruschi, « *Libia. Chi sono gli schiavisti: torturano e uccidono migranti nei centri di detenzione* », Avvenire, 8 janvier 2020

[58] The Irish Times, « *Deaths pile up in Libyan detention centre, leaked UN report shows* », 25 juin 2019

[59] MSF, « *Trading in suffering: detention, exploitation and abuse in Libya* », 23 décembre 2019

[60] Il Fatto Quotidiano, « *Libia, Associated Press: "Migranti morti in hangar pieni di vermi e spazzatura". Onu: "Non possiamo accedere a parte centro"* », 30 juin 2019; et Fabio Giuffrida, « *Migranti, 20 morti di fame e sete in un centro di detenzione in Libia, tra spazzatura ed escrementi* », Dossier Libia, 1er juillet 2019

[61] Jérôme Tubiana, « *La vergogna dell'Europa è rinchiusa in Libia* », 4 décembre 2019.

[62] *Ibid*

[63] MSF, « *Detained refugees and asylum seekers die from suspected tuberculosis and other diseases* », 21 juin 2019 – les abus seront étudiés dans les paragraphes suivants.

[64] Il Fatto Quotidiano, « *Libia, Associated Press: "Migranti morti in hangar pieni di vermi e spazzatura". Onu: "Non possiamo accedere a parte centro"* », 30 juin 2019

[65] Jérôme Tubiana, « *La vergogna dell'Europa è rinchiusa in Libia* », 4 décembre 2019

[67] Arezo Malakooti, « *The Political Economy of Migrant Detention in Libya: Understanding the players and the business models* » – Global initiative against transnational organized crime, study in October 2018 – Avril 2019, P. 84

[68] Fabio Tonacci, « Migranti, nel centro di detenzione a Zintan: "Senza acqua, sapone e mascherine, siamo terrorizzati dal Covid" », La Repubblica, 30 mai 2020

[69] Paolo Lambruschi, « *Libia. Chi sono gli schiavisti: torturano e uccidono migranti nei centri di detenzione* », Avvenire, 8 janvier 2020

[70] MSF, « *Trading in suffering: detention, exploitation and abuse in Libya* », 23 décembre 2019

[71] Jérôme Tubiana, « *La vergogna dell'Europa è rinchiusa in Libia* », 4 décembre 2019

[72] Dossier Libia, « *A Zintan si muore di fame* », 19 mai 2019

[73] Speciale Libia, « *Condizioni disumane dei migranti detenuti nella Libia occidentale durante il COVID-19* », 3 juin 2020

[74] *Ibid*

[75] Il Fatto Quotidiano, « *Libia, Associated Press: "Migranti morti in hangar pieni di vermi e spazzatura". Onu: "Non possiamo accedere a parte centro"* », 30 juin 2019

[76] La tuberculose est une maladie infectieuse qui touche le plus souvent les poumons, contagieuse, avec des signes cliniques variables. Elle est la première cause de mortalité d'origine infectieuse à l'échelle mondiale, devant le sida.

[77] The Irish Times, « *Deaths pile up in Libyan detention centre, leaked UN report shows* », 25 juin 2019

[78] Jérôme Tubiana, « *La vergogna dell'Europa è rinchiusa in Libia* », 4 décembre 2019

[79] UN News, « *Libya's migrants and refugees with tuberculosis 'left to die' in detention centres* », Human Rights, 7 juin 2019

[80] Il Fatto Quotidiano, « *Libia, Associated Press: "Migranti morti in hangar pieni di vermi e spazzatura". Onu: "Non possiamo accedere a parte centro"* », 30 juin 2019

[81] Dossier Libia, « *Abbandonati nelle prigioni libiche a morire?* », Février 2019

[82] Diane Taylor, « *Most refugees in Libyan detention centres at risk – UN* », The Guardian, 31 mai 2019

[83] UNHCR, « *Update Libya* », 22 janvier 2021

[84] Partenaire du HCR, fondé en 1933 par Albert Einstein, aide les personnes victimes de persécutions raciales, religieuses et ethniques, aussi bien que celles touchées par la guerre et la violence.

[85] UNHCR, « *Update Libya* », 22 mai 2020

[86] UNHCR, « *Update Libya* », 16 octobre 2020

[87] Fabio Tonacci, « *Migranti, nel centro di detenzione a Zintan: "Senza acqua, sapone e mascherine, siamo terrorizzati dal Covid"* », La Repubblica, 30 mai 2020

[88] UNHCR, « *UNHCR's life-saving flights from Libya resume after seven-month suspension* », 16 octobre 2020

[89] Anne-Diandra Louarn, « *Libye : attaque du centre de détention de Zintan par un groupe armé* », InfoMigrants, 21 juillet 2020

[90] Charlotte Boitiaux, « *Libye : tous les migrants du centre de détention de Zintan ont été évacués* », InfoMigrants, 18 janvier 2021

[91] UNHCR, « *Update Libya* », 22 janvier 2021